

Le gouvernement lance une offensive com' pour son premier anniversaire, les oppositions ripostent

Paris, 17 mai 2018 (AFP) -

Avec ses ministres sur le terrain, le gouvernement a lancé jeudi une opération communication tous azimuts pour son premier anniversaire, animé par la conviction "qu'en matière d'explication, on n'en fait jamais trop", les principaux chefs de parti ripostant dans la soirée sur France 2.

Réunions publiques dans toute la France, journal télévisé, tracts: c'est une offensive massive pour assurer le service après-vente du "plan de transformation" initié il y a un an avec l'élection d'Emmanuel Macron.

"Au bout d'un an, je pense qu'il est très sain d'aller au contact, d'aller expliquer, d'aller aussi dessiner les perspectives de la suite, pas simplement expliquer le passé", a justifié Édouard Philippe.

"En matière d'explication, en matière de contact on n'en fait jamais trop", a insisté le Premier ministre sur France 3 en revenant notamment sur la réforme de la SNCF, les mesures en matière de santé ou encore l'augmentation de la CSG pour les retraités.

Dans un contexte social tendu, marqué par un rebond en début de semaine de la mobilisation syndicale contre la réforme ferroviaire, il s'agit effectivement de répondre à l'inlassable injonction de "faire de la pédagogie", "expliquer", "donner du sens global", martelée au sommet de la macronie depuis des mois.

La quasi-totalité des ministres ont donc tenu meeting simultanément dans un format imposé: quelques minutes d'introduction puis un jeu de questions-réponses.

A Alençon (Orne), le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer est intervenu devant quelque 150 personnes et a répondu à des questions sur le handicap, la revalorisation du métier d'agriculteur ou encore l'internat public.

Même exercice à Rungis où le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, devant une salle globalement acquise, a vanté les mérites d'avoir "une discussion directe".

Dans le Var, le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot a concédé avoir "des doutes, (...) comme tout le monde" mais "pas d'états d'âme" sur son rôle au gouvernement. Mais le public l'a surtout sollicité sur des sujets comme le traitement des déchets ou la question du loup .

A Vichy, le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin a balayé les réformes réalisées ou en cours de lancement, des ordonnances travail à l'ISF, des retraites et des APL à l'audiovisuel public, en passant pas la numérisation croissante des services publics.

Dans l'ensemble, des villes petites ou moyennes, pour beaucoup dans des régions rurales, ont été ciblées, afin d'atteindre un public cajolé par l'opposition, notamment de droite, qui accuse l'exécutif de déconnexion avec ces territoires.

- "Egoïsme social" -

Dans le même temps, La République en marche est venue en renfort en dévoilant un livret imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, distribué à partir de ce week-end "pour expliquer l'action du gouvernement".

Le parti s'est aussi distingué par la voix de son patron Christophe Castaner qui, dans la soirée, invité comme les autres chefs des principaux partis sur France 2, a fait savoir que LREM était favorable au maintien de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, alors que l'impôt doit être totalement supprimé d'ici 2021.

Les oppositions ont organisé la riposte durant la même émission en attaquant avec virulence le bilan du chef de l'Etat. Jean-Luc Mélenchon, leader de La France insoumise, a promis une "super fête à Macron" le 26 mai, lors d'une manifestation.

M. Mélenchon a dénoncé "la logique d'égoïsme social" du président de la République. "C'est pour ça que le 26 mai, on va être très nombreux" et "on va faire une super fête à Macron", il y aura "une marée populaire", a-t-il pronostiqué.

Le président des Républicains (LR) Laurent Wauquiez a reproché à Emmanuel Macron de "prendre dans la poche des Français", citant la hausse de la CSG, des taxes sur l'essence et la baisse des APL.

M. Wauquiez a aussi dépeint un Emmanuel Macron "qui parle de start-up nation, qui parle des premiers de cordée, de ceux qui réussissent et de ceux qui ne sont rien, qui explique que l'immigration est une chance pour la France mais qui n'a pas de discours de fermeté sur la laïcité".

"Il y a un président des riches. Il faut maintenant un parti pour tous les autres", a de son côté plaidé le patron du PS Olivier Faure avant le passage de la dirigeante du Front national Marine Le Pen.

jmt-bur/frd/cam

Afp le 17 mai 18 à 22 35.